

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu d'ordonner certaines mesures pour protéger la santé de la population;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

QUE l'annexe du décret numéro 223-2020 du 24 mars 2020, modifiée par les arrêtés numéros 2020-010 du 27 mars 2020, 2020-011 du 28 mars 2020, 2020-013 du 1<sup>er</sup> avril 2020, 2020-014 du 2 avril 2020, 2020-015 du 4 avril 2020, 2020-016 du 7 avril 2020, 2020-017 du 8 avril 2020, 2020-018 du 9 avril 2020, 2020-021 du 14 avril 2020, 2020-023 du 17 avril 2020 et 2020-025 du 19 avril 2020, soit de nouveau modifiée :

1<sup>o</sup> par le remplacement, dans le paragraphe *m.1* de la rubrique «**3. Services gouvernementaux et autres activités prioritaires**», de «et surveillance relatives» par «, surveillance et aménagement relatifs à la conservation et»;

2<sup>o</sup> par le remplacement, dans le paragraphe *a* de la rubrique «**5. Activités manufacturières prioritaires**», de «exemples : entreprises agricoles» par «entreprises agricoles, incluant la construction et la rénovation de bâtiments agricoles»;

QUE la Commission de la construction du Québec ou toute personne qu'elle autorise à cette fin puisse exercer ses pouvoirs de vérification en vertu de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (chapitre R-20) aux fins de vérifier, sur les chantiers de construction, l'application de certaines mesures du Guide COVID-19 - Chantiers de construction qui sont convenues entre cette commission et la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail;

QUE, lorsqu'un manquement à l'une de ces mesures est constaté :

1<sup>o</sup> la Commission de la construction du Québec donne avis, selon les circonstances, de ce manquement à l'une des personnes responsables de l'application de ces mesures sur le chantier;

2<sup>o</sup> elle informe, selon les circonstances, la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, laquelle pourra intervenir en vertu de ses pouvoirs.

Québec, le 22 avril 2020

*La ministre de la Santé et des Services sociaux,*  
DANIELLE MCCANN

72488

**A.M., 2020**

**Arrêté numéro 2020-028 de la ministre de la Santé et des Services sociaux en date du 25 avril 2020**

Loi sur la santé publique  
(chapitre S-2.2)

CONCERNANT l'ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19

LA MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SOCIAUX,

VU l'article 118 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2) qui prévoit que le gouvernement peut déclarer un état d'urgence sanitaire dans tout ou partie du territoire québécois lorsqu'une menace grave à la santé de la population, réelle ou imminente, exige l'application immédiate de certaines mesures prévues à l'article 123 de cette loi pour protéger la santé de la population;

VU le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020 qui déclare l'état d'urgence sanitaire dans tout le territoire québécois pour une période de 10 jours;

VU que ce décret prévoit que la ministre de la Santé et des Services sociaux peut prendre toute autre mesure requise pour s'assurer que le réseau de la santé et des services sociaux dispose des ressources humaines nécessaires;

VU que l'état d'urgence sanitaire a été renouvelé jusqu'au 29 mars 2020 par le décret numéro 222-2020 du 20 mars 2020, jusqu'au 7 avril 2020 par le décret numéro 388-2020 du 29 mars 2020, jusqu'au 16 avril 2020 par le décret 418-2020 du 7 avril 2020, jusqu'au 24 avril 2020 par le décret numéro 460-2020 du 15 avril 2020 et jusqu'au 29 avril 2020 par le décret numéro 478-2020 du 22 avril 2020;

VU que ce dernier décret prévoit que les mesures prévues par les décrets numéros 177-2020 du 13 mars 2020, 222-2020 du 20 mars 2020, 223-2020 du 24 mars 2020 et 460-2020 du 15 avril 2020 et par les arrêtés numéros 2020-003 du 14 mars 2020, 2020-004 du 15 mars 2020, 2020-005 du 17 mars 2020, 2020-006 du 19 mars 2020, 2020-007 du 21 mars 2020, 2020-008 du 22 mars 2020, 2020-009 du 23 mars 2020, 2020-010 du 27 mars 2020, 2020-011 du 28 mars 2020, 2020-012 du 30 mars 2020, 2020-013 du 1<sup>er</sup> avril 2020, 2020-014 du 2 avril 2020, 2020-015 du 4 avril 2020, 2020-016 du 7 avril 2020, 2020-017 du 8 avril 2020, 2020-018 du 9 avril 2020, 2020-019 et 2020-020 du 10 avril 2020, 2020-021 du 14 avril 2020, 2020-022 du 15 avril 2020, 2020-023 du 17 avril 2020,

2020-025 du 19 avril 2020 et 2020-026 du 20 avril 2020, sauf dans la mesure où elles ont été modifiées par ces décrets ou ces arrêtés, continuent de s'appliquer jusqu'au 29 avril 2020 ou jusqu'à ce que le gouvernement ou la ministre de la Santé et des Services sociaux les modifie ou y mette fin;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu d'ordonner certaines mesures pour protéger la santé de la population;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

QUE, malgré toute disposition des conventions collectives applicables au personnel de la fonction publique et au personnel des organismes gouvernementaux visés à l'annexe C de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (chapitre R-8.2), toute personne puisse être redéployée pour effectuer d'autres tâches ou d'autres fonctions dans le réseau de la santé et des services sociaux, et ce, même si le niveau d'emploi applicable à cette personne n'est pas respecté pour les tâches qui lui seront confiées;

QUE les conditions de travail du personnel redéployé relativement aux tâches et aux fonctions, à l'affectation, à l'horaire de travail, à la journée régulière de travail, à la semaine normale et à la prise de congés avec ou sans solde, soient celles en vigueur dans le réseau de la santé et des services sociaux selon le titre d'emploi occupé au sein de ce réseau, incluant les modifications prévues à l'arrêté numéro 2020-007 du 21 mars 2020, en faisant les adaptations nécessaires;

QUE le personnel redéployé bénéficie, le cas échéant et avec les adaptations nécessaires, des primes et suppléments applicables au personnel salarié du réseau de la santé et des services sociaux ainsi que des mesures qui sont prévues aux arrêtés numéros 2020-015 du 4 avril 2020 et 2020-023 du 17 avril 2020, y compris des primes temporaires qui sont prévues à ces arrêtés, à moins qu'il bénéficie d'une prime comparable dans la fonction publique ou au sein d'un organisme gouvernemental ou d'une prime temporaire en vertu de l'arrêté numéro 2020-017 du 8 avril 2020;

QUE toutes les autres conditions de travail du personnel redéployé, dont le taux de salaire ou le taux de traitement et la semaine normale de travail aux fins du calcul de la rémunération et du temps supplémentaire, soient celles prévues aux conventions collectives applicables au personnel de la fonction publique ou au sein des organismes gouvernementaux;

QUE le personnel redéployé soit, pendant la durée de son redéploiement, réputé occuper son poste au sein de la fonction publique ou d'un organisme gouvernemental aux mêmes conditions que s'il y avait exercé ses fonctions aux fins, notamment, de l'accumulation de vacances, de congés fériés, de jours de congés de maladie, de l'ancienneté, de l'expérience et de la période continue d'emploi aux fins de l'obtention du statut de fonctionnaire permanent, le cas échéant;

QUE le personnel redéployé conserve, pendant la durée de son redéploiement, le droit de poser sa candidature à un poste et de l'obtenir, conformément aux conditions de travail qui lui sont applicables dans la fonction publique ou au sein d'un organisme gouvernemental;

QUE l'ensemble du personnel puisse être redéployé, à l'exception du personnel dont une prestation de travail est jugée essentielle pour le maintien des services en fonction de l'évolution de l'état d'urgence sanitaire par le secrétaire du Conseil du trésor, dans le cas du personnel de la fonction publique, ou par le dirigeant de l'organisme, dans le cas du personnel d'un organisme gouvernemental;

QUE le personnel d'encadrement et le personnel non syndiqué de la fonction publique et d'un organisme gouvernemental puissent être redéployés selon les conditions prévues par le présent arrêté, avec les adaptations nécessaires;

QUE les syndicats ou les associations concernées soient consultés avant de redéployer du personnel conformément au présent arrêté, à moins que l'urgence de la situation ne permette pas de le faire; dans ce cas, les syndicats ou les associations doivent être avisés dans les meilleurs délais;

QUE toute personne redéployée dans le réseau de la santé et des services sociaux maintienne son lien d'emploi avec son employeur d'origine pour la durée du redéploiement;

QUE les dispositions de l'arrêté 2020-008 du 22 mars 2020 concernant le personnel de la fonction publique ne s'appliquent pas au personnel redéployé conformément au présent arrêté.

Québec, le 25 avril 2020

*La ministre de la Santé et des Services sociaux,*  
DANIELLE McCANN

72525